

## Résumé de nos propositions de réformes de la mondialisation

### **I - Mettre sur un pied d'égalité le droit commercial, le droit social et le droit environnemental.**

Cela revient rendre les clauses sociales et environnementales contraignantes, et donc sanctionnables, alors qu'elles sont actuellement **facultatives**. A l'exception des lobbies et de la Commission européenne, tout le monde est aujourd'hui d'accord pour admettre que c'est le minimum. Le Parlement européen a réclamé cette mesure au moins trois fois depuis 2015. Sans succès.

### **II - Supprimer les ISDS et la future Cour d'arbitrage « investisseurs Etats »**

La note ci-après démontre que ce système est mortifère, qu'il n'y a aucun sens en 2021, et qu'il offre, (comme d'habitude sans aucune conditions), aux grandes multinationales le contrôle des législations de tous les pays du monde. C'est un abandon gratuit de la souveraineté des peuples. Qui leur a demandé leur avis ?

### **III - Compenser les émissions de gaz à effet de serre résultant du transport**

Le système actuel, qui permet d'exporter à bas prix, en polluant la planète, des produits fabriqués à vil prix, sans respect des droits de l'Homme, conduit forcément au chômage de masse dans les pays occidentaux et développe des inégalités que nul ne peut contrôler.

### **IV – clauses crépusculaires**

C'est une idée que l'on trouvait déjà dans plusieurs rapports des 90 années. L'idée est de fixer systématiquement un rendez-vous régulier, officiel et solennel, avec la participation de tous les acteurs concernés dont la société civile, pour dresser le bilan de chaque accord de libre-échange, avec le partenaire de l'Europe, et lister les éventuels aménagements à renégocier.

## **V - Réciprocité des échanges**

Ce sujet n'est pas nouveau. Bruxelles se refuse à y réfléchir. Donald Trump avait de très très nombreux défauts, mais son tweet de 2018 ci-dessous, malgré un style discutable, est difficile à critiquer.

« Nous ne sommes pas dans une guerre commerciale contre la Chine. Cette guerre a été perdue depuis longtemps par les gens fous ou incompetents qui représentaient les Etats Unis. Nous avons maintenant un déficit de notre balance commerciale de 500 milliards de dollars, et un vol de notre propriété intellectuelle de 300 milliards par an ».

Dans sa « [lettre au français](#) » de décembre 2009, le prix Nobel d'économie Maurice Allais, avait annoncé ce scénario. Nul n'a voulu l'écouter.

## **VI – clause fiscale.**

Il nous suffit de reprendre l'un des engagements de campagne de l'actuel Président de la République :

« Nous **exigerons** que soit intégré dans tous les accords commerciaux de l'UE un volet de coopération fiscale ainsi que des clauses sociales et environnementales contraignantes (en abaissant en priorité les tarifs douaniers sur les biens et services «propres» et en instituant des sanctions commerciales en cas de violation des clauses sociales et environnementales) ».